

# L'autorité faillie du chef Macron à la lumière de Kojève

Author : Diane Delaurens

Categories : [Politique](#)

Date : 26 juillet 2019

**ANALYSE : D'où vient l'autorité ? En 1942, le philosophe Alexandre a décrit quatre figures d'autorité : le chef, le maître, le juge et le père. [Diane Delaurens](#) note que, dans le sillage des «gilets jaunes», l'autorité d'Emmanuel Macron, qui s'était d'abord présenté aux Français comme un chef, a failli. C'est dans les trois autres figures que cette autorité pourrait être retrouvée.**

---



*Ancienne élève de l'ENA, diplômée de Sciences Po Paris et licenciée en philosophie, [Diane Delaurens](#) écrit notamment pour les revues [NonFiction](#) et [Esprit](#).*

---

La fête nationale du 14 juillet a donné lieu à plus de 200 interpellations, notamment dirigées contre des responsables des «gilets jaunes». Celles-ci sonnent comme un écho à l'acte XVIII du 16 mars dernier, marqué par un regain de violence et de nombreuses dégradations. Depuis, la critique virulente d'un Etat apparemment impuissant et d'une autorité politique disparue s'est progressivement imposée au fur et à mesure qu'était répété chaque semaine le slogan «Macron, démission !».

**Lire aussi : [\*Démocratie et tolérance à la violence\*](#) (Jean-Michel Mugloni)**

La notion d'autorité, que d'aucuns disent disparue, est remise ainsi sur le devant de la scène par l'actualité du mouvement des «gilets jaunes» et de la réaction gouvernementale à celui-ci. Or, l'autorité se définit comme le fait de pouvoir influencer le comportement de quelqu'un sans contrainte : selon Hannah Arendt, l'autorité «requiert toujours l'obéissance»[\[1\]](#) en même temps qu'elle «exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition»[\[2\]](#). Dès lors qu'il y a coercition, c'est

justement que l'autorité n'est plus. Pour comprendre comment disparaîtrait ce mystérieux pouvoir, il faut d'abord chercher d'où il vient. C'est ici que l'analyse du philosophe Alexandre Kojève, auteur de *La Notion de l'autorité*, peut nous être utile.

Kojève y dresse une typologie selon lui complète des quatre types purs d'autorité, qui proviendraient de traits différents [3] : celle du *chef*, fondée sur le projet, celle du *maître*, assise sur le risque, celle du *père*, appuyée sur l'hérédité, et enfin celle du *juge*, soutenue par l'impartialité. Or, c'est essentiellement sur la figure du chef qu'est fondée l'autorité d'Emmanuel Macron, celle-là même qui est aujourd'hui contestée. C'est pourquoi le président, pour rétablir son aura, pourrait travailler sur les autres facettes de son autorité, afin de préparer l'éventuelle rentrée des «gilets jaunes».

## L'autorité du chef Macron

C'est bien l'autorité du chef, articulée autour d'un projet qui vise à renouveler la société, qui a été mise en avant par Emmanuel Macron lors de sa campagne. Au-delà de la posture traditionnelle de candidat à une élection, surtout présidentielle, qui implique de présenter un projet politique, le candidat Macron a tenu à souligner la nouveauté de son positionnement. Son livre programmatique s'intitulait *Révolution*, il n'a adhéré à aucun parti traditionnel, préférant en créer un nouveau, et a plusieurs fois rappelé que la confrontation au scrutin populaire était pour lui une première. Sa campagne, placée sous le signe du nouveau, a cherché à l'installer en tant que représentant d'un nouveau souffle politique, d'une nouvelle vision pour le pays, bref, du chef de Kojève qui sait où mener ses hommes.

Si la figure du chef constitue donc l'autorité fondamentale du président, ce dernier a complété son image en particulier par le type autoritaire du maître. Dans la tradition hégélienne, le maître gagne son autorité par le risque qu'il prend dans un combat : c'est là la différence qui l'oppose à l'esclave. Or le risque était aussi mis en avant dans la campagne d'Emmanuel Macron : ne provenant d'aucun parti traditionnel, inconnu encore quelques mois auparavant, démissionnant de la fonction publique pour le pari d'une élection présidentielle : la figure du maître est aussi là. Elle s'est notamment renforcée dans l'exercice «jupitérien» du pouvoir, avec le risque d'un train de réformes enlevé. Il faut aussi convoquer ici la crise en 2017 entre le général Pierre de Villiers, alors chef de l'état-major des armées, et le président de la République qui se solde par la démission du premier. L'autorité du chef Macron est donc bien doublée d'une autorité de maître, y compris dans l'esprit du macronisme, doctrine libérale qui préfère en théorie le risque à la rente.

**Lire aussi :** [Scoop : Emmanuel Macron quitte Bercy pour retourner philosophe \(Alexis Feertchak\)](#)

Les deux derniers types d'autorité paraissent plus accessoires dans la figure présidentielle. L'impartialité du juge a été mise en avant par le fait qu'Emmanuel Macron n'ait jamais été élu, sous-entendu sans parti pris ni préjugé et donc avec une certaine impartialité. Quant à l'autorité

du père, il s'agit d'un manque pour le plus jeune président de la Cinquième République, ce qui explique sans doute la mise en avant de son couple avec une femme plus âgée, ayant elle-même des enfants et petits-enfants, ainsi que par la volonté d'inscrire son quinquennat dans une tradition historique comme avec l'itinérance mémorielle pour le centenaire de la Première Guerre mondiale. C'est également ce besoin d'assurer sa figure de père qui transparaît lorsqu'au cours d'un débat, il appelle les participants «les enfants» et précise que c'est lui qui [donne le micro](#). Partiellement juge et père, un peu plus maître, Emmanuel Macron est surtout un chef, et c'est bien en cela qu'il était récemment critiqué.

## La faillite de l'autorité présidentielle

La violence apparue lors des manifestations des «gilets jaunes» est le signe même de la mise en échec de l'autorité de la présidence. Alors que le pouvoir exécutif est justement censé orienter les comportements sociaux dans le sens de l'intérêt général et sans autre contrainte que celle du droit, l'usage de la violence pour résister à cette influence marque que son autorité est en déroute. De la même manière, l'usage disproportionné de la violence par les forces de l'ordre pour rétablir le calme ne fait que souligner leur impuissance. L'usage de cette violence devenue illégitime semble donc bien attester d'une autorité politique disparue car n'étant plus reconnue par une partie de la population.

L'autorité particulièrement remise en cause par les «gilets jaunes» est celle du chef. Le mouvement issu des territoires ruraux et périurbains s'est formé en opposition à la ville, qui selon Kojève «a tendance à oublier le passé en pensant à l'avenir»[\[5\]](#) et «reconnaît [donc] volontiers une autorité de chef»[\[6\]](#). En ce sens, il n'est pas étonnant de constater que les «gilets jaunes» refusent la représentation et donc l'émergence d'une tête déterminée au mouvement : les potentiels prétendants ont vu leurs espoirs éliminés sans ménagement. La notion même de projet est d'ailleurs historiquement absente du mouvement, qui s'est d'abord construit en réaction au changement : la taxe sur le carburant, après l'abaissement de la limite de vitesse à 80 km/h et la suppression de l'ISF. Ce n'est que dans un deuxième temps que les propositions ont émergé avant de se stabiliser autour d'une demande centrale de démocratie participative autour du référendum d'initiative citoyenne (RIC).

**Lire aussi :** [L'avenir du politiquement correct, c'est le populisme ! \(André Comte-Sponville\)](#)

Cette impopularité manifeste de la figure du chef est d'ailleurs paradoxalement attestée par l'embellie de la cote de popularité d'Emmanuel Macron à la suite du Grand Débat : ce n'est pas en tant que projet que l'organisation de ces débats lui a servi mais bien en tant que risque pris. C'est parce que l'on a vu le président, les manches de chemise retroussées, aller se confronter des heures durant à des élus de terrain dans des salles polyvalentes partout sur le territoire, que celui-ci a regagné un peu de confiance de la part des Français. Non pas en tant que chef venant

proposer un projet, mais bien en tant que maître prenant le risque d'une confrontation – dont est sorti jusqu'à présent légèrement vainqueur – et en tant que juge venant entendre les revendications avant de trancher. C'est aussi en figure de père – bien que son mot des «enfants» ait été décriés – qu'il est dans ce cadre reconnu : lui, anciennement porteur des valeurs citoyennes de disruption, de renouveau, de révolution, le voilà capable de revenir sur le terrain des villages de la France et de leurs valeurs traditionnelles. C'est dans ces nouvelles figures que l'autorité présidentielle pourrait être refondée.

## **Refonder l'autorité présidentielle**

La violence constitue la preuve la plus éclatante de la perte d'autorité de l'Etat, ce dernier étant censé assurer la sécurité de ses citoyens au moyen du «monopole de la violence physique légitime» [7]. Les très nombreuses blessures [8] infligées par les forces de l'ordre, notamment par le lanceur de balles de défense dénoncé par la Haut-Commissaire aux droits de l'Homme des Nations Unies le 6 mars dernier, sont autant de preuves de l'incapacité de l'Etat à assumer son rôle. Au contraire, la stratégie qui a consisté à laisser visibles les dégradations commises par les mouvements, notamment à l'Arc de triomphe, ont replacé l'exécutif dans une position de surplomb, laissant l'entière responsabilité aux manifestants violents. Le manque de vigueur des forces de l'ordre le 16 mars dernier, pourtant tant décrié, constitue peut-être la bonne solution de l'exécutif face à un mouvement multiforme. En laissant les personnes violentes prendre leurs responsabilités face à leurs concitoyens, l'Etat s'est d'ailleurs rendu indispensable – alors qu'on lui reprochait quelques semaines auparavant sa trop grande fermeté. La baisse de la violence, tant manifestante que policière, devrait donc être le premier axe de la réponse stratégique de l'exécutif – et non le retour à des doctrines plus agressives.

En deuxième lieu, puisque c'est l'autorité du chef qui pose problème, les solutions qui visent simplement à la renforcer sont aussi vouées à l'échec. Le grand débat, outre que la gageure que constituait la synthèse de tant de contributions, a dès son lancement souffert d'un positionnement problématique : quoi qu'il en sorte, cela ne pouvait convenir aux demandes disparates d'un mouvement non unifié autour d'un projet. L'espoir éveillé en chaque citoyen ayant fait part de ses idées sur la plateforme en ligne dédiée ou au cours d'un débat n'a pu être complètement satisfait. De fait, le projet n'a pu correspondre à tout un chacun, et à une phase enivrante de stimulation intellectuelle a suivi une déception concernant les conséquences réelles de ces quelques mois. S'il a rempli l'objectif gouvernemental de temporiser la situation, cela risque d'attiser les espoirs déçus et de relancer le mouvement à la rentrée.

**Lire aussi :** [Qu'est-ce que l'action politique ? \(Patrice Canivez\)](#)

Le besoin d'une nouvelle figure d'autorité est manifeste, en témoigne l'appel de certains au général Pierre de Villiers ou à d'autres figures martiales pour remplacer le chef de l'Etat. Cela fait courir le risque de bascule hors de la démocratie, système dans lequel le pouvoir militaire est

subordonné au pouvoir politique civil. Mais l'exécutif pourrait aussi choisir de proposer une véritable médiation à travers la figure d'un juge ou d'un père qui représenterait l'impartialité ou la tradition du modèle politique français, et que l'exécutif rappellerait pour la mission de trouver une issue à la crise sociale qui perdure malgré la pause estivale. La réforme annoncée du Conseil économique, social et environnemental, tout comme la création de l'assemblée citoyenne pour faire des propositions écologiques, pourraient à ce titre porter leurs fruits – sous réserve qu'elles se fassent rapidement.

[1] Hannah Arendt, « Qu'est-ce que l'autorité ? » dans *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, p. 123.

[2] *Ibid.*

[3] Alexandre Kojève, *La notion d'autorité*, Paris, Gallimard, 2004, p. 67 et suivantes.

[5] Alexandre Kojève, *La notion de l'autorité*, Paris, Gallimard, 2004, p. 146.

[6] *Ibid.*

[7] Max Weber, *Le Savant et le Politique*, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, p. 86.

[8] Voir notamment la série « Allô Place Beauvau » du compte Twitter @davduf du journaliste indépendant David Dufresne qui recense toutes les blessures liées à des violences policières. Au 27 avril 2019, il dénombrait « 720 signalements, 1 décès, 264 blessures à la tête, 23 éborgnés, 5 mains arrachées ».